

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Kapitalmarkt</b>
Akteure	<b>Hans-Ueli Vogt (svp/udc, ZH) NR/CN</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2022</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Kapitalmarkt, 2019 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Geld, Währung und Kredit	1
Finanzmarkt	1

## Abkürzungsverzeichnis

<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>FinfraG</b>	Finanzmarktinfrastrukturgesetz

---

<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>LIMF</b>	Loi sur l'infrastructure des marchés financiers

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Geld, Währung und Kredit

#### Finanzmarkt

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 10.12.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Hans-Ueli Vogt (udc, ZH) a mis en lumière l'absence de sanctions pour les indications fausses ou incomplètes des offrants dans les offres publiques d'achat. Il préconise donc une **modification de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)**. En d'autres termes, l'initiative parlementaire vise  combler l'absence de réciprocité car des sanctions sont prévues pour les societes visées par l'offre d'achat, mais pas pour l'offrant. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) a recommande  sa chambre de rejeter l'initiative, par 13 voix contre 9 et 3 abstentions. Elle a notamment explique qu'un examen global de la LIMF était en cours. Elle juge donc le timing inopportun, surtout qu'il n'y pas d'urgence car d'autres mécanismes permettent déjà de surveiller l'intégrité et la véracité des indications de l'offrant. A l'oppose, une minorité Müller (pdc, LU) a estime qu'il était impératif d'agir et qu'il serait possible d'intégrer une modification  la révision globale de la LIMF. Au final, le Conseil national a suivi la minorité de la CER-CN. Il a donne suite  l'initiative par 125 voix contre 66. Le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le PDC, le PBD et 38 voix de l'UDC ont fait pencher la balance.<sup>1</sup>

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 26.10.2020  
GUILLAUME ZUMOFEN

En ligne avec la décision du Conseil national, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (**CER-CE**) a **approuve l'initiative parlementaire** Vogt (udc, ZH) par 8 voix contre 5. Le dossier retourne  la CER-CN pour qu'un projet de mise en œuvre soit établi. Cette initiative parlementaire vise une **modification de la loi** sur l'infrastructure des marchés financiers (**LIMF**) pour inclure une réciprocité des sanctions en cas d'indications fausses ou incomplètes de l'offrant.<sup>2</sup>

---

1) BO CN, 2019, pp.2224 s.; Communique de presse CER-CE du 08.10.2019; Rapport CER-CN du 08.10.2019

2) Communique de presse CER-CE du 28.10.2020